INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 16 décembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions ont continué de se replier, toujours secoués par les discours musclés des banquiers centraux engagés dans la lutte contre l'inflation. L’indice CAC 40 a clôturé en repli de 1,08% à 6 452,63 points, portant son recul sur la semaine à 3,40%. Le principal indice parisien est au plus bas depuis un mois. L’EuroStoxx50 a pour sa part cédé 0,83% à 3 803,97 points. Même scénario à Wall Street où le Dow Jones s’apprêtait à enregistrer un repli hebdomadaire de 1,8%.
* Les investisseurs ont été surpris ces deux derniers jours par la détermination de la Fed, mais surtout de la BCE, à poursuivre leurs hausses de taux pour lutter contre l'inflation.
* " La présidente Lagarde semblait vouloir orienter explicitement les attentes du marché vers un taux terminal plus élevé. Il est inhabituel que madame Lagarde tente d'orienter les marchés avec autant de force, ce qui souligne le caractère d'urgence dans la position de la BCE ", souligne abrdn.
* Facteur aggravant pour les marchés, l'intransigeance des Banques centrales s'accompagne de statistiques économiques décevantes alimentant les craintes de récession. Nouvelle preuve aujourd'hui, la contraction de l'activité du secteur privé a été plus forte que prévu en décembre aux Etats-Unis. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite de S&P Global est ressorti à 44,6 alors qu'il était attendu à 47 après 46,4 en novembre.
* Dans le sillage des déclarations des banquiers centraux, le marché des taux a continué de se tendre. Le rendement du 10 ans américain gagne près de 6 points de base à 3,5% et son équivalent allemand, 9 points de base à 2,17%.
* UBS est désormais neutre sur le métal jaune alors qu’il était auparavant le métal précieux qu’il appréciait le moins. Pour la banque suisse, le détricotage de la hausse du dollar et les risques de récession mondiale pourraient soutenir la demande des investisseurs pour ce métal précieux. Il bénéficierait de son statut de valeur refuge. Le spécialiste prévoit désormais un cours de 1 750 dollars pour l’once d’or à fin mars, 1 800 dollars à fin juin et fin septembre et 1 850 dollars à fin décembre contre respectivement 1 600 dollars, 1 600 dollars et 1 650 dollars.
* L’euro finit la semaine en légère baisse contre le dollar, perdant 0,19% à 1,0612 dollar. « Si les deux banques centrales surprennent le marché dans une mesure presque identique à peu près au même moment, cela est initialement neutre pour le taux de change des deux monnaies », explique Commerzbank en faisant référence à la Fed et à la BCE. Pour autant, les spécialistes ont été particulièrement surpris par la détermination de Christine Lagarde à lutter contre l'inflation.

" Mme Lagarde ne semblant pas prête à changer de cap, nous prévoyons une nouvelle hausse de 50 points de base en février, suivie de 50 points de base en mars et de 25 points de base en mai. La BCE pourrait alors faire une pause à 3,25 %, ce qui est plus élevé que nos prévisions précédentes qui prévoyaient une hausse plus faible en mars et une fin à 3 % ", indique BlueBay AM.

* Le secteur privé de la zone euro s’est contracté pour le sixième mois consécutif en décembre, mais à un rythme plus faible que prévu, a indiqué S&P Global. L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite pour la zone euro, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, ressort à 48,8 en décembre contre un consensus de 48 après 47,8 en novembre. L'indice PMI S&P Global du secteur des services s'établit, lui, sur la période à 49,1, contre un consensus de 48,5 après 48,5 le mois précédent.

Enfin, l'indice manufacturier est de l'ordre de 47,8 après 47,1 en novembre. Il était attendu à 47,1.

" L'atténuation de la baisse des nouvelles affaires, l'amélioration de l'offre d'intrants, le repli de l'inflation et un regain d'optimisme des entreprises quant à leurs perspectives d'activité à douze mois ont toutefois favorisé un ralentissement de la contraction, et ce pour un deuxième mois consécutif ", explique S&P Global.

A son niveau actuel, l'indice Composite de décembre préfigure toutefois une accélération de la contraction économique de la zone euro au quatrième trimestre. La valeur moyenne de l'indice pour les trois derniers mois est en effet conforme, hors pandémie, à la plus forte baisse trimestrielle du PIB depuis 2012.

* Le nombre total de créations d’entreprises tous types d’entreprises confondus a continué de croître en novembre sur un mois, progressant de 2,5% à 95 797 après une hausse de 1,7% en octobre, en données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables, selon l’Insee. Cette nouvelle hausse est due aux immatriculations de micro-entrepreneurs, qui continuent de progresser (+2,8 % après +4,2 %) et au rebond des créations d’entreprises classiques (+1,9 % après -2,3 %).

En novembre 2022, les créations d'entreprises ont augmenté de nouveau nettement sur un mois dans les services aux ménages (+5,3 % après +3,4 %). Elles rebondissent dans l'enseignement, santé, action sociale (+4,3 % après -1,0 %) ainsi que dans l'industrie (+6,8 % après -1,4 %) et continuent d'augmenter dans les transports et entreposage (+4,9 %). En revanche, elles se replient dans le soutien aux entreprises (-1,8 % après +4,8 %), seul grand secteur en baisse.

En données brutes, le nombre total d'entreprises créées sur les douze derniers mois a augmenté de 1,7 % à 980 778 par rapport à celui des mêmes mois un an plus tôt.

**SOCIETES**

* La progression des taux longs a permis aux valeurs bancaires françaises d'échapper à la baisse. Autre secteur très sensible aux taux d'intérêt, l'immobilier a continué de souffrir.
* ALD annonce ce jour le succès de son augmentation de capital lancée le 29 novembre pour un montant d’environ 1,2 milliard d’euros, marquant une étape importante dans l’acquisition stratégique de LeasePlan, conclue en janvier 2022, et dont la finalisation est attendue au premier trimestre 2023. L'objectif de cette opération est de créer un acteur mondial de premier plan dans les solutions de mobilité avec une flotte totale combinée d’environ 3,5 millions de véhicules. Le titre ALD a cédé 0,19% à 10,68 euros.

Environ 251 millions d'actions seront émises dans le cadre de l'acquisition au profit des actionnaires de LeasePlan sous réserve des approbations réglementaires restantes et d'autres conditions suspensives usuelles.

Société Générale a souscrit des actions nouvelles pour un montant d'environ 803 millions d'euros, représentant environ 66,3 % de l'augmentation de capital.

En conséquence, l'actionnariat d'ALD suite à la réalisation de l'Acquisition sera donc le suivant : 52,6% pour Société Générale, 30,75% pour les actionnaires de LeasePlan et 16,5% pour le flottant.

ALD revendique la place de leader mondial dans les solutions de mobilité, offrant des services complets de location et de gestion de flotte dans 43 pays avec une flotte totale de 1,7 million de véhicules.

* CGG a annoncé ce vendredi la vente de sa bibliothèque de données sismiques terrestres aux Etats-Unis à la société américaine Bon Ton Seismic pour un montant total de 63 millions de dollars (environ 59 millions d'euros). La cession de cette bibliothèque "fait partie d'un processus continu de gestion de notre portefeuille d'activités, initié en 2018, a commenté, via un communiqué, Sophie Zurquiyah, la directrice général du groupe spécialisé dans l'exploration des sous-sols.

Et de poursuivre :  "L'activité Earth Data sera désormais focalisée sur les principaux bassins d'hydrocarbures offshore prolifiques, la capture et stockage du CO2, les minéraux et les mines, et sur le digital".

* Focus Entertainment a dévoilé des comptes semestriels marqués par l’amélioration de sa rentabilité opérationnelle. En Bourse, l’action de l’éditeur de jeux vidéo a grappillé 0,10% à 49,55 euros au sein d’un marché parisien de nouveau en baisse.

Sur la période close fin septembre, le groupe a généré un résultat net part du groupe de 1,4 million d'euros contre 5,5 millions d'euros, un an auparavant. Plus important, l'Ebita est ressorti à 10,9 millions d'euros soit 17% du chiffre d'affaires contre respectivement 7,3 millions d'euros et 9% au premier semestre de l'exercice précédent. Dans le même temps, la marge brute est passée de 26% à 38%.

En revanche, le chiffre d'affaires a reculé de 23% à 65,5 millions d'euros.

Le niveau d'investissement dans les jeux au premier semestre 2022/23 atteint 37,5 millions d'euros contre 36,4 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2021/22. Comme anticipé, le niveau des investissements est en accélération, avec un rattrapage des décalages de l'exercice précédent mais aussi surtout une hausse des investissements liés au line up ambitieux qui sera livré dans les années à venir.

S'agissant de ses perspectives, Focus Entertainment rappelle avoir lancé sur PC, PS5, Xbox Series, A Plague Tale : Requiem, opus succédant à A Plague Tale : Innocence lancé en 2019, tous deux développés par Asobo. Le 22 novembre Evil West, une nouvelle franchise codétenue par Focus et Flying Wild Hog, a été dévoilée sur PC et Consoles.

* Accenture perd 5,63% à 265,30 dollars et se trouve ainsi cantonné à la dernière place de l'indice S&P 500. Au premier trimestre, clos fin novembre, le groupe de conseil en management, technologies et externalisation a réalisé un bénéfice net, part du groupe, de 1,96 milliards de dollars, soit 3,08 dollars par action, à comparer avec 1,82 milliard de dollars, soit 2,78 dollars par action, un an plus tôt. Le marché anticipait 2,92 dollars par action.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires a bondi de 5% à 15,7 milliards de dollars, alors que les analystes visaient 15,58 milliards. Les ventes ont progressé de 15% hors impact des changes.

Sur le plan commercial, Accenture a enregistré un montant de 16,2 milliards de dollars de commandes (+3%), dont 8,1 milliards pour le consulting et 8,1 milliards de dollars pour l'infogérance.

**ANALYSE**

* Bousculée par la crise énergétique, l'économie française va affronter un trou d'air. Pour l'Insee, il est déjà en train de se produire. Mais après un recul de 0,2% au quatrième trimestre 2022, l'activité économique devrait repartir à la hausse dès le début de l'année prochaine.

Le déroulé du film est légèrement décalé pour la Banque de France. Selon elle, c'est pendant l'hiver - soit au premier trimestre 2023 - que l'activité va connaître un coup de froid après une fin d’année résiliente. Des appréciations différentes qui tiennent, entre autres, à « de possibles écarts dans le secteur de la construction », dit-elle.

Quoi qu'il en soit, l'économie française tournera à petite vitesse l'an prochain. Face au flot d'incertitudes persistantes, notamment sur les quantités et les prix d'approvisionnement en gaz, la Banque de France continue d'avancer une fourchette de prévisions pour 2023 : l'évolution du PIB pourrait varier entre -0,3 % et +0,8 % « au cas où les tensions géopolitiques s'apaiseraient et où les contraintes d'approvisionnement en gaz se desserreraient, entraînant un repli plus rapide que prévu des prix de l'énergie », expliquent ses experts.

Pas sûr, donc, que l'Hexagone échappe à une récession l'an prochain. Si ce scénario se concrétisait, elle serait toutefois « temporaire et limitée ». L'hypothèse « la plus probable » reste, à ce stade, celle d'une progression modeste du PIB, de 0,3 %, nettement inférieure aux projections du gouvernement (+1 %) et du FMI (+0,7 %).

Dès 2024, l'activité économique renouerait néanmoins avec sa croissance potentielle, soit +1,2 %. In fine, l'année du rebond serait 2025, avec une croissance à 1,8 %.

S'agissant de 2023, la Banque de France anticipe des hausses de prix encore élevées, à 6 % en moyenne annuelle (calculée par l'indice des prix harmonisé européen IPCH). Le pic serait atteint au premier semestre avant une décrue. Sur un an, l'inflation descendrait ainsi à 4 % fin 2023, avec un retour progressif à 2 % fin 2024.

De ce fait, le pouvoir d'achat du revenu disponible par habitant accuserait une baisse limitée l'an prochain (-0,4 %) comme en 2022 (-0,6 %).

Quant aux entreprises, elles devraient certes voir leur taux de marge s'effriter. Pour autant, l'investissement se stabiliserait à haut niveau. Avec le ralentissement de l'activité, l'économie ne créerait presque plus d'emplois (58.000) en 2023, marquant une rupture avec 2022. Le taux de chômage augmenterait de 0,2 %, à 7,5 %, et même à 8,2 % en 2024.

Cette résilience relative serait obtenue au détriment du rétablissement des finances publiques. La Banque de France estime que la nécessité de soutenir les ménages et les entreprises face à la crise énergétique ne permettra pas à l'exécutif de tenir son objectif d'un déficit public à 5 % du PIB en 2023. Elle table plutôt sur un ratio à 5,4 %, qui passerait à 4,5 % en 2024 et 2025. A cet horizon, les dépenses de l'Etat atteindraient 56 % du PIB, soit deux points de plus environ qu'en 2018-2019.

Résultat, la dette de l'Etat resterait proche de 112 % du PIB sur toute la période. De quoi justifier les appels répétés du gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, à une réduction de la dépense publique. Une vision partagée par le FMI dans son dernier rapport sur la France.

**L’AGENDA DU 19 décembre 2022**

**10h00 en Allemagne**

Indice Ifo du climat des affaires en décembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice NAHB de la confiance des constructeurs immobiliers en décembre